

N° 1402070

ASSOCIATION LES AMIS DES CHEMINS DE RONDE DU MORBIHAN

P. Chupin, Président-rapporteur

F. Lesigne, Rapporteur public

Audience du 2 octobre 2014

Lecture du 6 novembre 2014

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Nantes

(6ème chambre)

Vu la requête, enregistrée le 7 août 2013 au greffe du tribunal administratif de Rennes sous le n° 1303236 présentée par l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan, dont le siège est 638 route du Lomer à Pénestin (56760), représentée par sa présidente en exercice ;

Vu l'ordonnance n° 375315 en date du 24 février 2014 par laquelle le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat a attribué au tribunal administratif de Nantes ladite requête ;

L'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan, demande au Tribunal :

- d'annuler l'arrêté du 7 juin 2013 du préfet du Morbihan autorisant des dérogations aux interdictions visant deux espèces protégées et leurs habitats dans le cadre de l'aménagement d'une base nautique sur le territoire de la commune de Baden au lieu-dit « Toulindac » ;

- de condamner l'Etat à lui verser la somme de 250 euros sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Elle soutient que :

- le site de Toulindac sur le territoire de la commune de Baden est un site littoral d'une grande valeur patrimoniale ; côté mer, il appartient au périmètre Ramstar du golfe du Morbihan, à la zone d'intérêt communautaire pour la protection des oiseaux (zico) du golfe du Morbihan et au réseau Natura 2000 du golfe du Morbihan ; côté terre, il constitue une partie naturelle du site inscrit du golfe du Morbihan, tout entier inscrit dans une zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique ;

- elle a intérêt à agir, dès lors que l'arrêté litigieux porte directement atteinte à son objet statutaire ;

Sur la légalité externe de la décision attaquée :

- le dossier de demande de dérogation présenté par la communauté d'agglomération Vannes agglo n'établit pas dans sa présentation et sa justification du projet litigieux que ce dernier rentrerait dans l'un des cinq cas de dérogation prévu par l'arrêté du 19 février 2007 fixant les formes de la demande de dérogation ; il ne donne pas, en outre, la liste des centres nautiques du golfe du Morbihan habilités à enseigner la pratique de la voile aux scolaires ;

- le dossier de demande est encore incomplet en ce que la méthodologie des inventaires de terrain n'est pas explicitée ; les inventaires sont eux-mêmes incomplets ;

- le dossier de demande est enfin incomplet car s'agissant des mesures d'atténuation ou de compensation, les méthodes de reconstitution de murets de pierres sèches sont imprécises ;

- l'incomplétude du dossier de demande rend l'autorisation irrégulière ;

Sur la légalité interne de la décision attaquée :

- l'arrêté attaqué a été pris en méconnaissance des dispositions de l'article L.411-2 4° du code de l'environnement qui subordonnent la délivrance par le préfet d'une dérogation d'une part, au fait qu'il n'existe pas de solution alternative, et, d'autre part, à l'existence de raisons impératives d'intérêt public majeur ;

- le préfet du Morbihan n'a pas dans l'arrêté attaqué recherché de solution alternative ;

- en dépit de son intérêt public économique et social certain, le projet de construction d'une base nautique à Toulindac, inscrit dans la partie naturelle du périmètre du site inscrit du golfe du Morbihan, situé dans un espace remarquable, ne constitue pas une raison impérative majeure justifiant une dérogation aux interdictions de destruction de certaines espèces animales protégées et de leurs habitats ;

- concernant le lézard des murailles et la vipère péliade, espèces protégées au niveau national, le projet de base nautique qui comprend des bâtiments d'une surface de plancher de 911 m2, par l'impact des travaux de construction et par la fréquentation du site toute l'année, notamment l'été, fera fuir définitivement les individus après avoir détruit leur habitat traditionnel de pierres sèches ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 8 janvier 2014, présenté par le préfet du Morbihan, qui conclut au rejet de la requête et à la condamnation de l'association requérante aux entiers dépens ;

Le préfet fait valoir que :

- dès lors que le projet de réalisation d'une base nautique à Toulindac était inscrit au plan local d'urbanisme de la commune de Baden, lui-même mis en conformité avec le schéma de cohérence territoriale du pays de Vannes et du schéma de mise en valeur de la mer du golfe du Morbihan, aucun autre choix ne s'imposait plus ;

- l'implantation d'une base nautique sur les bords du golfe du Morbihan, nécessairement située aux bords du plan d'eau, était contrainte par l'existence de zones de mouillage, de concessions ostréicoles, de forts courants marins et de coefficients de marnage importants peu favorables à l'apprentissage de la voile ;

- la périphérie du terrain d'assiette du projet litigieux fait déjà l'objet d'une urbanisation et ce dernier supporte déjà lui-même la présence d'une base ancienne de 50 ans, largement obsolète et en

deçà des besoins à satisfaire ;

- l'arrêté attaqué comporte en son article 4 des mesures compensatoires ;

- le projet de base nautique a été conçu dans une logique assumée de développement durable confortée par le label « Haute qualité environnementale » ;

- l'association requérante ne démontre pas en quoi le projet litigieux menacerait la pérennité du lézard des murailles et de la vipère péliade, alors que la proximité du sentier littoral qui emprunte actuellement le site représente une perturbation et une menace constantes pour ces espèces ;

- l'association requérante, parfaitement informée du projet litigieux mentionné dans les documents de planification, tel le schéma de cohérence territoriale du pays de Vannes approuvé le 21 décembre 2006 et le schéma de mise en valeur de la mer du golfe du Morbihan, approuvé le 10 février 2006, n'a pas contesté lesdits documents, pas plus d'ailleurs que le permis de construire accordé par le maire de la commune de Baden le 13 mars 2013 ;

- l'association requérante reconnaît au projet un intérêt public économique et social certain, dont la nature ne peut être valablement confrontée à celui de la pérennité d'un patrimoine naturel dont il n'est même pas démontré qu'il serait soumis à une menace avérée, irréversible ou imminente pesant sur les habitats communautaires de la faune locale ; au surplus, aucune considération d'ordre strictement juridique n'établit la « supériorité » ou la subordination de l'un de ces intérêts à l'autre, le droit aux loisirs étant protégé par la constitution ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 9 mai 2014, présenté pour la communauté d'agglomération de Vannes (Vannes Agglo), représentée par son président en exercice, par la société d'avocats Lahalle-Dervillers ; la communauté d'agglomération de Vannes conclut au rejet de la requête et à la condamnation de l'association requérante à lui verser une somme de 3 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

Vannes Agglo fait valoir que :

- au regard de la généralité de son objet statutaire et de l'étendue de sa compétence territoriale, l'association requérante ne justifie pas d'un intérêt lui donnant qualité pour agir ; le recours va à l'encontre des intérêts de l'association, dès lors que le projet participe à la sauvegarde du chemin de ronde ; l'association s'est en réalité substituée à M. Girard, administré de la commune de Baden et nouveau vice-président de l'association requérante, pour pallier l'irrecevabilité du recours formé à titre individuel par ce dernier ;

Sur la demande d'autorisation :

- l'argumentation de l'association requérante n'est pas assortie des précisions suffisantes pour en apprécier le bien fondé, celle-ci ne faisant état d'aucun texte dont les dispositions auraient été méconnues ;

- le moyen tiré de l'irrégularité de la composition d'une demande d'autorisation est, en tout état de cause, un moyen de légalité interne ;

- le dossier de demande de dérogation qui comporte 172 pages, et notamment un chapitre IV intitulé « objet de la demande de dérogation au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement » répond pleinement aux dispositions de l'arrêté du 19 février 2007 ;

Sur l'article L.411-2 du code de l'environnement :

- il ne peut être valablement reproché au préfet du Morbihan de n'avoir pas recherché une autre solution au projet, dès lors que la demande de dérogation présentée par Vannes agglo démontre très explicitement qu'une « autre solution satisfaisante » n'existe pas ;

- la progression sensible de la pratique du nautisme scolaire sur le territoire de la communauté d'agglomération exige une mise à niveau des 4 bases nautiques du réseau dont l'implantation historique répond à des contraintes physiques et naturelles auxquelles s'ajoutent des contraintes environnementales, la présence de zones de mouillage importantes et l'existence de chantiers ostréicoles ;

- l'existence d'une cale de mise à la mer est, par ailleurs, un des éléments majeurs qui a conditionné le choix du site ; il n'existe que 24 cales en activité d'accès public sur le golfe du Morbihan ; or, les autres ne présentaient pas les conditions requises ;

- le site de Toulindac offre, en outre, un vaste plan d'eau dégagé et sécurisant à l'abri du trafic maritime et des courants ; aucun autre site n'était susceptible de constituer une alternative ; le moyen manque en fait ;

- contrairement à ce que soutient l'association requérante, le projet litigieux ne correspond pas à une urbanisation lourde avec dégradation forte du paysage et destruction de l'environnement naturel ; il est, au contraire, modeste et mesuré, comporte des mesures d'évitement et de conservation et conçu selon une démarche de haute qualité environnementale ;

- le projet de création d'une base nautique à Toulindac répond à un impératif public majeur qui est celui de l'éducation et de la formation à l'environnement et au développement durable conformément à la charte de l'environnement adossée à la constitution ;

- le projet litigieux n'a qu'un faible impact sur les espèces protégées, le site de Toulindac, inclus dans le site inscrit du golfe du Morbihan, n'étant remarquable ni au titre de sa flore, ni au titre de sa faune, ni au titre de ses habitats terrestres ; les deux seules espèces répertoriées sur le site : lézard des murailles et vipère péliade, inféodés aux murets de pierres sèches et fourrés secs, sont communes en Bretagne ; les mesures compensatoires du projet prévoient la restauration et la création de murets de pierres sèches favorables à ces espèces avec un linéaire augmenté de 87,2m soit une augmentation de 22 % par rapport à la situation actuelle ;

- la dérogation sollicitée aux interdictions visant les espèces protégées est limitée et très exceptionnelle ; elle n'est pas de nature à remettre en cause l'étendue et l'importance des sites protégés du golfe du Morbihan qui demeurent durablement protégés grâce notamment au site inscrit qui occupe une surface de plus de 20 000 hectares, au site « Ramstar » et au réseau européen Natura 2000 ;

Vu le mémoire, enregistré le 12 juin 2014, présenté par l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan, qui conclut aux mêmes fins que sa requête par les mêmes moyens et demande de condamner le préfet du Morbihan à verser à l'Association des Amis des chemins de ronde du Morbihan une somme de 1000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

L'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan, ajoute que :

- elle a bien intérêt à agir, dès lors que l'urbanisation d'un espace littoral remarquable est manifestement contraire aux intérêts qu'elle défend ; son objet statutaire est précis et son ressort géographique est délimité aux seules communes littorales du département ;

- les inventaires réalisés sont insuffisants ;

- les incertitudes relatives aux mesures d'atténuation ou de compensation ne sont pas levées ;

- l'arrêté attaqué ne comporte aucune dérogation s'agissant de la faune avicole présente sur le site ;

- l'arrêté attaqué méconnaît les dispositions des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement ;

- l'arrêté attaqué est entaché d'erreur manifeste d'appréciation ;

Vu le mémoire enregistré le 7 juillet 2014 présenté pour Vannes agglo qui conclut aux mêmes fins que précédemment ;

Vannes agglo fait valoir, en outre, que la réalisation de la base nautique litigieuse constitue un cas exceptionnel dont la réalisation est indispensable pour permettre la fréquentation de l'ensemble du cycle 3 des jeunes scolaires à un programme de sensibilisation et de découverte de l'espace maritime, ainsi que pour toute l'activité d'apprentissage du nautisme léger qui sera en

péril sur le golfe du Morbihan, et par là sur l'activité associative et les emplois ;

Vu le mémoire, enregistré le 7 août 2014, présenté par l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan qui conclut, par les mêmes moyens, aux mêmes fins que la requête ;

Vu l'arrêté attaqué ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la Constitution du 4 octobre 1958 et la charte de l'environnement ;

Vu la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 2 octobre 2014 :

- M. Chupin, président-rapporteur ;

- Les conclusions de M. Lesigne, rapporteur public ;

- Mme Echard, présidente de l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan ;

- M. Choubard, représentant le préfet du Morbihan ;

- Me Rouhaud, représentant Vannes agglo ;

Vu la note en délibéré, enregistrée le 10 octobre 2014, présentée pour Vannes agglo ;

1. Considérant que la commune de Baden, littoral du golfe du Morbihan, abrite depuis les années soixante une base nautique sur le site de « Toulindac » ; que cette structure qui bénéficie de l'existence d'une cale et d'un ponton est aujourd'hui composée de sept bâtiments modulaires et accueille, notamment, tout au long de l'année scolaire les enfants du primaire en stages de voile sur dériveurs et catamarans ; que la progression sensible de la pratique du nautisme scolaire sur le territoire de la communauté d'agglomération du pays de Vannes a conduit les instances communautaires à élaborer dès 1991 un plan nautique destiné à répondre aux besoins croissants et à programmer une mise à niveau des quatre bases nautiques du réseau situées respectivement sur les bords du golfe du Morbihan à Séné, Arradon, Larmor-Baden et Baden ; que la réalisation d'un nouvel équipement de nautisme léger à «Toulindac » a ainsi été inscrite au schéma de mise en valeur de la mer du golfe du Morbihan approuvé par l'Etat le 10 février 2006 et au schéma de cohérence territoriale de Vannes agglo approuvé le 21 décembre 2006 ; que, par ailleurs, dès le 19 décembre 1994, la commune de Baden inscrivait la base nautique en emplacement réservé dans le cadre de la révision partielle de son plan d'occupation des sols ; que c'est dans ce contexte qu'au cours de l'année 2012, Vannes agglo était amenée à présenter auprès des administrations concernées les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de son projet à savoir : un dossier tendant à l'édiction d'une déclaration d'utilité publique prise le 1er mars 2013 par le préfet du Morbihan, une demande de permis de construire délivré le 11 mars 2013 par le maire de la commune de Baden, une demande d'autorisation préfectorale au titre de la loi sur l'eau accordée le 24 avril 2013 par le préfet du Morbihan et, enfin, une demande d'autorisation de dérogation aux interdictions visant deux espèces protégées et leurs habitats, accordée par le préfet du Morbihan le 7 juin 2013 ; que, par la présente requête, l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan demande au Tribunal d'annuler ce dernier arrêté ;

Sur la fin de non-recevoir opposée par Vannes agglo :

2. Considérant qu'aux termes de l'article 1er des statuts de l'association requérante : "L'association dite "Les amis des chemins de ronde" a pour but la promotion et la défense des sentiers côtiers et de leur environnement naturel. Elle a pour objet : 1. de participer, sur tout le littoral du Morbihan, à la création ou à la sauvegarde des "chemins de ronde", c'est-à-dire des chemins publics côtiers, des servitudes de passage établies conformément à la loi du 31 décembre 1976 et des sentiers divers, parallèles ou perpendiculaires à la mer et permettant d'y accéder et de la longer. 2. de veiller au maintien de l'aspect naturel des sentiers côtiers et à la sauvegarde de leurs abords, - landes, dunes, zones humides, plages, domaine public maritime, milieu littoral en général, - contre les excès de la circulation automobile et ceux de l'urbanisation, notamment. 3. d'introduire tous recours, gracieux ou contentieux, contre toutes initiatives privées ou actes administratifs qui, par leur non-conformité avec les lois et règlements en vigueur, compromettraient ou ruineraient l'assiette matérielle ou juridique, l'entretien, la conservation des chemins de ronde, ou encore porteraient une atteinte de quelque gravité que ce soit à l'environnement naturel de ces chemins. 4. de prendre part à toutes actions de préservation des richesses biologiques du milieu naturel, - en particulier de la faune et de la flore." ;

3. Considérant que la requête de l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan est, ainsi qu'il a été dit, dirigée contre l'arrêté en date du 7 juin 2013 par lequel le préfet du Morbihan a autorisé des dérogations aux interdictions visant deux espèces protégées, la vipère péliade et le lézard des murailles, et leurs habitats dans le cadre de l'aménagement d'une base nautique sur le territoire de la commune de Baden au lieu-dit « Toulindac » ; qu'il n'est pas contesté que l'implantation du projet de base nautique litigieux, porte atteinte à l'assiette du sentier public côtier qui longe le littoral du golfe du Morbihan à cet endroit ; que, par suite, l'association requérante a intérêt à agir ; qu'il n'est pas établi, par ailleurs, que ladite association ait agi uniquement pour pallier l'irrecevabilité du recours formé par M. Girard, devenu ultérieurement le vice-président de ladite association ; que, dès lors, la fin de non-recevoir opposée par Vannes agglo doit être écartée ;

Sur les conclusions aux fins d'annulation :

Sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens de la requête :

4. Considérant qu'aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine biologique justifient la conservation d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées, sont interdits : / 1° La destruction ou l'enlèvement des oeufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat (...) / 3° La destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales (...) » ; qu'aux termes de l'article L. 411-2 du même code : « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : / (...) 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : / (...) c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement (...) » ; que l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan soutient que l'arrêté attaqué a été pris en méconnaissance des dispositions précitées de l'article L.411-2 4° du code de l'environnement ;

5. Considérant, en premier lieu, que Vannes agglo fait valoir que la base nautique de Toulindac, installée sur le site depuis 50 ans, est largement obsolète, ses capacités étant en deçà des besoins à satisfaire qui sont en constante progression ; qu'elle ajoute que cet équipement sommaire offre la présence d'une cale particulièrement nécessaire à l'apprentissage de la voile et donne sur un vaste plan d'eau dégagé et sécurisant à l'abri du trafic maritime et de forts courants marins ; que la communauté d'agglomération précise encore que cette implantation ancienne répond, en fait, à des contraintes physiques et naturelles, telle que l'existence de forts coefficients de marnage, auxquelles s'ajoutent des contraintes environnementales, la présence de zones de mouillage importantes et l'existence de chantiers ostréicoles ; que ces éléments ne sont pas sérieusement contestés par l'association requérante ; qu'il résulte ainsi du dossier de demande d'autorisation de dérogation qu'aucun autre site n'était susceptible de constituer une alternative satisfaisante faute de remplir les conditions requises eu égard, d'une part, aux caractéristiques propres du site de

Toulindac, et, d'autre part, aux contraintes particulières de la navigation de plaisance sur le golfe du Morbihan; que, par suite, l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan n'est pas fondée à soutenir que par l'arrêté attaqué le préfet du Morbihan a méconnu les dispositions précitées de l'article L.411-2 4° du code de l'environnement en ce qu'elles subordonnent la délivrance d'une dérogation au fait qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante ;

6. Considérant, en deuxième lieu, qu'il résulte de l'instruction que le site de Toulindac, inclus dans le site inscrit du golfe du Morbihan, n'est remarquable, ni au titre de sa flore, ni au titre de sa faune, ni au titre de ses habitats terrestres ; que les deux seules espèces litigieuses répertoriées sur le site, le lézard des murailles, d'une part, et la vipère péliade, d'autre part, inféodées aux murets de pierres sèches et fourrés secs sont des espèces communes en Bretagne ; qu'il est constant, par ailleurs, que le site est fréquenté tout le long de l'année soit par les promeneurs, soit par les usagers de la base nautique existante ; que les mesures compensatoires du projet prévoient notamment la restauration et la création de murets de pierres sèches favorables à ces espèces avec un linéaire augmenté de 87,2m soit une augmentation de 22 % par rapport à la situation actuelle et des prescriptions d'entretien et de suivi des habitats naturels de faune et de flore sur place; qu'ainsi, l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan ne démontre pas que la réalisation du projet litigieux ferait fuir définitivement ces espèces communes présentes sur le site ; que, par suite, ladite association n'est pas fondée à soutenir que par l'arrêté attaqué - qui, au demeurant, n'accorde qu'une dérogation limitée et très exceptionnelle - le préfet du Morbihan a méconnu les dispositions précitées de l'article L.411-2 4° du code de l'environnement en tant que la dérogation contestée nuirait au maintien des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle dans un état de conservation favorable ;

7. Considérant, en troisième et dernier lieu, que l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan soutient que le projet de construction d'une base nautique à « Toulindac », ne représente pas une « raison impérieuse d'intérêt public majeur » au sens des dispositions précitées de l'article L.411-2 4° du code de l'environnement justifiant une dérogation aux interdictions de destruction de certaines espèces animales protégées et de leurs habitats ; que Vannes agglo fait valoir que le golfe du Morbihan constitue un cadre exceptionnel et privilégié de sensibilisation et de découverte de l'espace maritime ; qu'elle souligne que la charte de l'environnement adossée à la Constitution affirme que « l'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente charte » ; qu'elle précise encore que dans la perspective de faire des écoles et des établissements scolaires des lieux d'apprentissage et d'expérimentation active de l'environnement et du développement durable, elle a décidé de mettre en oeuvre un plan nautique, initié dès 1998, aux fins de permettre à l'ensemble des élèves du cycle 3 (CE 2, CM 1 et CM 2) de bénéficier d'une sensibilisation à l'espace maritime et d'un apprentissage de la voile en offrant 20 000 séances stagiaires sur l'année scolaire au lieu des 12 000 actuelles ; qu'elle souligne, enfin, que la réalisation du projet litigieux est indispensable dans le cadre d'une politique d'apprentissage de la voile scolaire, d'éducation et de formation à l'environnement ; qu'il résulte de l'instruction que si ledit projet, ancien et prévu aux documents d'urbanisme locaux de longue date, présente, à l'évidence, un grand intérêt public économique et social tant en ce qui concerne l'éducation et la formation des jeunes scolaires de l'agglomération vannetaise à l'environnement, qu'en ce qui concerne les loisirs et la pratique de la voile, le préfet du Morbihan et Vannes agglo n'établissent toutefois pas que cet intérêt constitue une « raison impérieuse d'intérêt public majeur » au sens des dispositions précitées de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ; que, par suite, l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan est fondée à soutenir qu'en délivrant la dérogation litigieuse, le préfet du Morbihan a, pour ce dernier motif, méconnu lesdites dispositions ; qu'il y a lieu, par suite, d'annuler l'arrêté attaqué ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

8. Considérant, d'une part, qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de Vannes agglo une somme de 100 euros au titre des frais exposés par l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan ;

9. Considérant, d'autre part, que les conclusions présentées par Vannes agglo, partie perdante à la présente instance, au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative doivent être rejetées ;

DECIDE :

Article 1er : L'arrêté du 7 juin 2013 du préfet du Morbihan autorisant des dérogations aux interdictions visant deux espèces protégées et leurs habitats dans le cadre de l'aménagement d'une base nautique sur le territoire de la commune de Baden au lieu-dit « Toulindac » est annulé.

Article 2 : Vannes agglo versera à l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan une somme de 100 (cent) euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Les conclusions présentées par Vannes agglo au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan, au préfet du Morbihan et à Vannes agglo.